

Conférence de presse « vie chère » en Haute-Savoie, dans le Pays de Gex et dans le bassin Bellegardien

Mercredi 27 mai 2026 - Annemasse



(Photo G.O. – Le DAUPHINE Libéré)

Lors d'une conférence de presse organisée à Annemasse le 27 mai 2026, les organisations syndicales CFDT, CGT, FSU et UNSA ont une nouvelle fois alerté sur la situation devenue extrêmement préoccupante des agent·es de la fonction publique en Haute-Savoie, dans le Pays de Gex et le bassin Bellegardien, confronté·es à une hausse du coût de la vie qui fragilise fortement leur pouvoir d'achat et l'attractivité des services publics.

La question de la vie chère concerne bien sûr les agents publics.

Mais elle concerne tout autant l'ensemble des habitants, car lorsque les services publics ne parviennent plus à recruter ou à garder leurs personnels, c'est la qualité du service rendu à la population qui est menacée.

Depuis plusieurs années, l'intersyndicale agit pour alerter les pouvoirs publics.

Nous avons rencontré ou sollicité :

- le(s) différents préfet(s) de Haute-Savoie et sous-préfet de l'arrondissement de Gex
- le président de l'Association départementale des maires
- les députés et sénateurs haut-savoyards ainsi qu'une députée de la circonscription de Gex
- le président du Conseil départemental 74

Une audience a également été demandée à la Région en juin 2025, mais nous sommes toujours sans réponse à ce jour.

Face à cette situation, nous demandons :

- **l'extension de l'indemnité de résidence à l'ensemble des communes de la Haute-Savoie, du Pays de Gex et le bassin Bellegardien**
- **une augmentation significative de son montant**
- **une revalorisation du point d'indice des agents publics**
- **des mesures fortes pour faciliter l'accès au logement**
- **des moyens supplémentaires pour les services publics**

Nous appelons les pouvoirs publics à prendre des mesures rapides et ambitieuses : nous ne sommes plus à l'heure des constats, il est urgent d'agir ! Les responsables politiques doivent prendre leur responsabilité, ne pas se renvoyer la balle et agir pour leurs agent·es au service de toute la population.

La continuité du service public est une obligation de l'Etat !

